



Le 26 janvier, les agents de la Fonction publique vont exprimer colère, inquiétudes, mais aussi à n'en pas douter détermination à ne pas s'en laisser conter. Ils ont raison !

Chacun-e a pu mesurer que le service public est depuis 20 ans sous le joug d'une offensive libérale théorisée : l'efficiencia repose sur les comportements individuels et il faudrait donc réduire la sphère du bien commun pour ouvrir de nouveaux espaces au secteur marchand. C'est ainsi que non seulement la notion d'intérêt général a été revisitée pour voir son périmètre d'action réduit, mais aussi que la primauté même de l'intérêt général a été remise en cause dans notre organisation sociale.

Sans surprise François Hollande se fait fort de décliner la pensée dominante. Avec lui, le service public est devenu la variable d'ajustement de l'austérité, confirmant ainsi la perte de centralité du projet politique de mise en commun de ce qui est nécessaire à tous.

Une grève du secteur public est donc tout sauf corporatiste. Les fonctionnaires ont pourtant de nombreuses raisons de plaindre de leur condition tant leur statut a été mis à mal sans compter leur traitement qui subit le gel du point d'indice ce qui s'est traduit par un recul de leur pouvoir d'achat de 14% depuis 2010 ! Quant aux fonctionnaires territoriaux, ils sont les premières victimes de la réorganisation territoriale qui sous couvert de « rationalisation » ou de « mutualisation » prépare rien moins qu'un vaste plan social d'état !

Le 26 janvier, les fonctionnaires vont se mobiliser derrière leurs syndicats avec la pleine conscience que c'est l'humanisme du projet politique républicain qu'ils défendent. Parce qu'ils sont les dépositaires au quotidien de l'intérêt général, leur mobilisation résonne comme un cri d'alarme collectif et appelle notre soutien.